



HAL
open science

Panorama économique de l'espace eurasiatique : l'ombre portée du conflit en Ukraine

Julien Vercueil

► **To cite this version:**

Julien Vercueil. Panorama économique de l'espace eurasiatique : l'ombre portée du conflit en Ukraine. Les Études du CERI, 2014, 210, pp.4-12. halshs-01421918

HAL Id: halshs-01421918

<https://shs.hal.science/halshs-01421918>

Submitted on 2 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Panorama économique de l'espace eurasiatique : l'ombre portée du conflit en Ukraine

Julien Vercueil

Texte publié dans « Les Études du CERI », n°210, Tableau de Bord Eurasie, décembre 2014, p. 7-13.
Téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude>

A partir de la fin novembre 2013, la question de l'intégration économique de l'espace eurasiatique a pris un tour dramatique en Ukraine. L'ombre du conflit s'est étendue sur l'ensemble de la région. Ses perspectives économiques en sont modifiées.

Les dynamiques contradictoires d'intégration institutionnelle dans la région (à l'Est, une Union Économique Eurasiatique (UEE) centrée sur la Russie, à l'Ouest, l'association avec l'Union Européenne) ont pu cohabiter tant que les dirigeants de la Russie ne percevaient pas cette contradiction comme une menace pour les intérêts nationaux. Tout a changé après le soulèvement de *Maidan* et la chute du Président Ianoukovitch : la perspective d'un basculement géostratégique de l'Ukraine, impliquant l'installation de bases de l'Otan aux frontières sud de la Russie et la perte de Sébastopol, l'évanouissement de toute perspective d'intégration de l'Ukraine à l'Union Économique Eurasiatique, alors que l'Ukraine était l'objectif premier de cette construction, l'annonce par les nouveaux maîtres de Kiev de mesures discriminatoires vis-à-vis des populations russophones ont tout ensemble brutalement matérialisé cette menace. La suite est connue. Les conséquences humaines, politiques, diplomatiques et économiques de la réaction militaire de la Russie en Crimée et dans le Donbass sont lourdes. A des degrés divers, c'est toute l'Eurasie qui est touchée et avec elle, les projets d'intégration économique portés par la Russie.

Un contexte économique peu porteur

L'environnement international de l'année 2014 n'a pas été favorable aux économies eurasiatiques. Mois après mois, les indicateurs d'activité ont brossé le tableau d'une économie mondiale moins dynamique que prévu. Ce ralentissement est modéré (-0,3 % par rapport aux prévisions initiales), mais toutes les zones du monde sauf la Chine sont concernées. L'Union Européenne (UE), déterminante pour la région, affiche une croissance molle (+1,4 % dans l'ensemble, 0,8 % en zone euro). Autre grand voisin, la Chine doit faire face à la nécessité de modifier son modèle de croissance, trop dépendant de l'investissement et des exportations, pour l'équilibrer par la consommation intérieure. Ce rééquilibrage provoque une décélération de l'économie : +7 % environ en 2014, au lieu des quelque 10 % récurrents dans les années 2000.

La conjoncture est aussi marquée par une incertitude sur l'évolution de deux variables importantes pour la région : les taux d'intérêt des pays avancés et les prix mondiaux des hydrocarbures. Si la Banque Fédérale américaine, confortée par la vigueur de sa reprise en fin d'année, confirme son intention de réduire ses rachats d'actifs, la hausse des taux d'intérêt qui s'ensuivra inversera les flux net de capitaux avec les pays émergents et la zone eurasiatique. Il en résultera des pressions à la baisse sur leurs taux de change et à la hausse sur leurs taux d'intérêt, qui aggraveront la situation financière des agents trop

endettés en devises et pèseront sur l'activité. Si, dans le même temps, la baisse des prix du pétrole se confirme (figure 1), les pays exportateurs d'énergie, qui sont aussi les plus grosses économies de la région (Russie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Azerbaïdjan, Turkménistan) devront faire face à de nouvelles tensions sur leurs comptes publics et courants.

Figure 1. Prix du baril de pétrole (WTI), novembre 2013 - novembre 2014

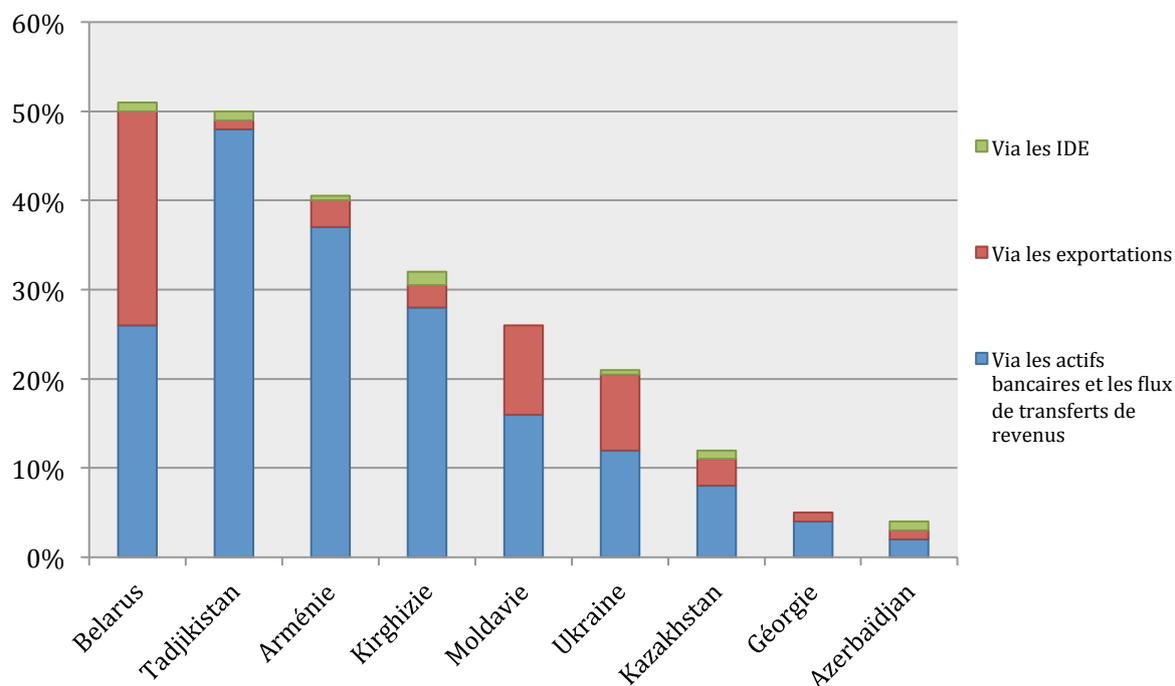


Des évolutions régionales divergentes

Dans ce contexte, les trajectoires des économies de la région n'ont pas été homogènes. L'Ukraine et la Russie sont les deux économies dont la situation s'est le plus détériorée, ce qui n'est pas surprenant car elles forment l'épicentre du conflit international déclenché par l'annexion de la Crimée. La croissance de la Russie a perdu environ trois points entre les prévisions officielles de la fin 2013 et sa situation actuelle (entre 0 et +0,5 % en 2014, lire l'article de Jacques Sapir). Un secteur clé pour son avenir, l'industrie automobile, connaît une chute d'activité qui a atteint -20 % entre l'été 2013 et l'été 2014, accélérant les destructions d'emplois chez certains constructeurs (13000 emplois détruits en 2014 chez *Avtovaz*, contrôlé par l'alliance *Renault-Nissan*). L'Ukraine, dont les perspectives étaient particulièrement fragiles à l'automne 2013, s'est trouvée emportée dans une succession de déflagrations qui ont aggravé la dépression (lire l'article de Vitaly Denysiuk). Son PIB devrait chuter d'environ 8 % en 2014. La Moldavie et le Belarus subissent les conséquences de la stagnation russe et du conflit ukrainien, aggravées, pour la Moldavie, par les mesures de rétorsion prises à son encontre par la

Russie après la signature de l'accord d'association avec l'UE. Les exportations, les transferts de revenus des travailleurs expatriés et les flux de capitaux entrants sont réduits. La BERD note que les pays d'Eurasie les plus exposés à la conjoncture russe en proportion de leur PIB sont la Biélorussie, le Tadjikistan, l'Arménie et la Kirghizie (Figure 2). C'est donc sur ces pays que la dégradation de la situation économique en Russie aura le plus de conséquences.

Figure 2. Expositions comparées des économies eurasiatiques à la conjoncture russe (en % du PIB du pays)



Source : EBRD, 2014, p. 108.

Outre son exposition commerciale à la situation en Russie, le Belarus compte d'autres vulnérabilités. Sa dépendance envers les subventions de la Russie au travers des prix de l'énergie importée en est une. Cette dépendance est d'autant plus forte que le pétrole, après transformation, est exporté sous forme de produits pétroliers qui contribuent positivement au compte courant. Le fait d'avoir associé étroitement, au sein de l'Espace économique commun (EEC), une économie biélorusse largement administrée et les économies russes et kazakhes, plus libéralisées, crée des opportunités d'arbitrage pour les agents économiques entre les conditions prévalant de part et d'autre de la frontière russo-biélorusse, ce qui provoque des tensions entre les deux pays (*lire l'article de David Teurtrie*).

Le Kazakhstan est concerné par le ralentissement en Russie. Les tassements de la production industrielle et de la demande finale en Russie ont des conséquences sur son activité, même si ses exportations dépendent également de l'UE et de la Chine (*lire notre article sur le Kazakhstan*). Les autres pays d'Asie centrale sont diversement affectés. La Kirghizie et le Tadjikistan le sont plus que l'Ouzbékistan et le Turkménistan, car les deux premiers dépendent de la Russie et du Kazakhstan à la fois comme débouchés de leurs exportations et comme hôtes de leurs travailleurs émigrés (*lire l'article de Faruk Ülgen*).

Depuis 2010, ils sont également gênés par l'augmentation des droits de douane consécutive à la mise en place de l'Union douanière (UD) aux frontières externes du Kazakhstan.

Dans le Caucase, les options de politique économique des trois pays ont divergé, ce qui explique la différenciation de leurs trajectoires : l'Arménie a fini par céder aux pressions de la Russie pour rejoindre l'UEE après avoir un temps envisagé de signer, avec la Moldavie, la Géorgie et l'Ukraine, un accord d'association avec l'UE. La Géorgie a choisi l'accord d'association tout en améliorant ses relations avec la Russie, ce qui lui a permis d'obtenir la levée de l'embargo russe sur ses exportations et de renouer avec ce grand marché. L'Azerbaïdjan compte toujours sur ses ressources en hydrocarbures pour garantir son indépendance stratégique vis-à-vis de la Russie, tout en renouant des relations avec son grand voisin pour ce qui est des livraisons d'armes (*lire l'article de Raphaël Jozan*). Ni l'Azerbaïdjan ni l'Arménie n'enregistreront les taux de croissance espérés en début d'année. Seule la Géorgie devrait dépasser ses objectifs.

En Asie centrale, l'Ouzbékistan et le Turkménistan poursuivent des politiques autonomes, rendues possibles par le volume de leurs exportations d'hydrocarbures, particulièrement au Turkménistan, premier fournisseur de gaz de la Chine. Ce n'est pas le cas de la Kirghizie et du Tadjikistan, qui se sont ralliés à l'idée d'intégrer l'Union douanière Russie-Belarus-Kazakhstan-Arménie. Dans la sous-région, les tensions restent vives et l'affaiblissement de la croissance risque de les raviver.

L'onde de choc monétaire

Pour la région, la chute du rouble a constitué un choc monétaire qu'il ne faut pas sous-estimer. Elle a produit ses effets en plusieurs phases. Dans la première phase (de début janvier à mi-mars pour la majorité des pays concernés), l'érosion du rouble est provoquée par l'incertitude surgie de Maidan, des conflits politiques secouant l'Ukraine et de la fuite du président ukrainien. Elle culmine avec l'annexion de la Crimée par la Russie en mars, qui bouleverse la situation géopolitique régionale et fait courir le risque d'une déflagration militaire. Dans un deuxième temps (fin mars-début juillet), les tensions s'apaisent car les autorités ukrainiennes n'annoncent pas leur intention de reconquérir militairement la péninsule. L'apaisement est aussi motivé par le fait que les premières sanctions internationales à l'encontre de la Russie se cantonnent à des gels d'avoids et des interdictions de visas pour certaines personnalités russes et n'ont donc pas d'impact macroéconomique. La troisième phase, qui débute fin juillet, est déclenchée par les combats dans le *Donbass* et l'annonce du niveau deux des sanctions internationales contre la Russie. Elle connaît un répit dans la deuxième quinzaine d'août, mais le fait que le cessez-le-feu de septembre ne soit pas respecté relance le climat d'incertitude. Le rouble rechute, pour connaître un véritable effondrement début novembre, accéléré par le repli des prix du pétrole (cf. Figure 1 et Annexe 1).

Tableau 1. Amplitude de la chute du taux de change du rouble au sein de la CEI, novembre 2013- novembre 2014

Monnaie	Valeur minimale (mois)	Valeur maximale (mois)	Amplitude maximale de la chute du rouble russe
Rouble biélorus	33 (juillet)	44,5 (novembre)	35 %
Tenge kazakhe	18,5 (juillet)	26,5 (novembre)	45 %
Dram arménien	80 (janvier)	115,5 (novembre)	44 %
Som kirghize	63,5 (avril)	83 (novembre)	31 %
Rouble tadjik	67 (juillet)	93,5 (novembre)	40 %

Source : Banque centrale de Russie

L'amplitude du décrochage du rouble vis-à-vis de ses principales monnaies partenaires au sein de l'Espace Économique Commun (EEC) et la CEI atteint de 30 à 45 % (tableau 1). Ce mouvement a des conséquences sur la volatilité des changes dans la région car toutes les monnaies ne s'apprécient pas au même rythme vis-à-vis du rouble. Ainsi, la *tenge* kazakhe a été dévaluée en février 2014 tandis que la *hryvnia* ukrainienne décrochait davantage encore que le rouble, reflétant la progressive paralysie de l'économie nationale. L'augmentation de la volatilité des changes est néfaste pour l'intégration économique régionale car elle induit une augmentation des primes de couverture contre le risque de change et donc du coût des transactions internationales.

En outre, la chute de la monnaie russe provoque une détérioration de la compétitivité-prix des pays partenaires de la Russie. Or celle-ci constitue souvent leur principal débouché extérieur de produits non énergétiques. Cela vient aggraver les effets du ralentissement déjà mentionné de la demande globale russe. Dans les pays d'émigration de travail à destination de la Russie (Moldavie, Géorgie, Arménie, Tadjikistan, Kirghizie, Ouzbékistan et dans une moindre mesure, Ukraine et Belarus), les entrées de devises se tarissent, à la fois du fait de la stagnation de l'économie russe et de la chute de la valeur de leurs salaires exprimée en monnaie nationale. Enfin, les banques russes exposées aux sanctions et à la baisse du rouble risquent de diminuer leur activité dans la CEI, ce qui fragilise le compte financier des pays non exportateurs de pétrole.

L'Union Économique Eurasiatique : la cryogénéisation contre la décomposition ?

Hormis le rouble et l'Ukraine, l'ensemble eurasiatique a tout de même relativement bien résisté, en termes conjoncturels, au choc géopolitique constitué par un conflit armé entre deux de ses économies majeures. Cette résistance est en partie à mettre sur le compte de la faiblesse de l'intégration économique régionale. En revanche, la situation de l'UEE nous semble précaire, en cette fin d'année 2014. En dépit de quelques cahots, l'Union douanière (UD, 2010) puis l'Espace économique commun (EEC, 2012) ont constitué deux étapes de l'intégration dont le succès est à mettre à l'actif des dirigeants des pays concernés. Mais la suite s'avère plus exigeante : contrairement à un EEC, une union économique suppose une intégration par les politiques et non plus par les marchés, c'est-à-dire des abandons substantiels de souveraineté par les États membres. Or les projets biélorusses et, dans une moindre mesure, kazakhes d'utiliser l'UEE pour obtenir une politique commune de l'énergie ont été retoqués par Vladimir Poutine, qui ne souhaitait assurément pas perdre les leviers fiscaux, politiques et géopolitiques que lui confère ce secteur, dont il a lui-même orchestré la reconquête par l'État dans les

années 2000. La politique énergétique a donc été exclue du traité instituant l'UEE, entré en vigueur en janvier 2015. Par contraste, rappelons que c'est précisément l'énergie qui constitua le socle initial de la Communauté européenne en 1951 : par ce choix, ses promoteurs souhaitaient alors montrer la valeur qu'ils accordaient au projet d'intégration. Ce n'est pas le cas de l'UEE.

Depuis l'annexion de la Crimée par la Russie, Evguenyi Vinokourov, directeur du centre de recherche sur l'intégration économique eurasiatique, relève une montée générale parmi les acteurs économiques de ce qu'il appelle « l'eurasiascepticisme » (Vinokourov, 2014). Au plus haut niveau, la Russie a été mise en minorité en juillet 2014 au sein de l'EEC dans sa volonté d'exclure l'Ukraine de l'accord de libre échange signé en 2011. Elle n'a pas non plus été suivie par ses partenaires de l'EEC dans ses contre-mesures bannissant les importations de produits agro-alimentaires occidentaux. En outre, l'intégration monétaire et financière est de moins en moins à l'ordre du jour. Elle est perçue comme risquée par les partenaires de la Russie, qui craignent la mainmise des conglomérats russes sur leur système bancaire et financier. Le Kazakhstan s'est ouvertement opposé à la perspective d'une monnaie commune évoquée dès 2013 par Dimitri Medvedev. L'effondrement du rouble conforte la méfiance kazakhe : le projet d'en faire une véritable monnaie régionale paraît moins assuré que jamais. Avec celles de la politique étrangère, de la politique énergétique, de la citoyenneté commune, de la sécurité des frontières et de la politique de visas, la politique financière et bancaire commune ne sera pas incluse dans le traité instituant l'UEE.

Les perspectives d'élargissement sont également incertaines. Sans pouvoir l'empêcher, le Kazakhstan s'est positionné de manière critique vis-à-vis de l'intégration de l'Arménie, proposée unilatéralement par la Russie en 2013. A défaut d'être en capacité d'augmenter les gains d'une adhésion, la Russie semble chercher à élever le coût de la non-adhésion à l'UEE. L'Arménie en est un exemple, soumise durant l'année 2013 à d'intenses pressions économiques et douanières de la part de la Russie (hausse du prix du gaz, freins administratifs aux exportations à destination de la Russie), qui ont débordé dans le domaine diplomatique (livraison d'armes à l'Azerbaïdjan), avant d'annoncer sa décision d'intégrer l'UD et de renoncer à l'accord d'association avec l'UE. La Kirghizie offre un deuxième exemple de la hausse de ces coûts : depuis l'instauration de l'UD le pays est en butte à une augmentation des barrières tarifaires et non tarifaires contre ses exportations vers le Kazakhstan, qui mettent à mal son rôle de pays de transit pour les produits chinois expédiés vers la région. A partir de 2013, ces difficultés se sont doublées d'un retard de paiement de sa note gazière. Début 2014, le gouvernement a annoncé sa décision de céder son réseau de distribution gaz à *Gazprom* et son intention d'intégrer l'UD. En retour, sa dette gazière a été effacée et les tarifs de *Gazprom* ont été baissés. Le Tadjikistan est le prochain pays sur la liste, mais la situation peut changer car un important gisement gazier vient d'être découvert dans son sous-sol. S'il s'avérait exploitable dans des conditions de coût raisonnables, le Tadjikistan deviendrait un exportateur majeur d'hydrocarbures et sa motivation pour intégrer l'UD pourrait soudainement faiblir.

Au delà de l'élargissement se pose la question des relations de cet ensemble avec le reste du monde. Le projet d'« espace économique commun de Lisbonne à Vladivostok », qui fut un temps porté par Vladimir Poutine, est aujourd'hui enterré. Mais au sein de la région, de nouvelles contradictions sont apparues. Par exemple, la Kirghizie est membre

de l'OMC, le Kazakhstan en négociation d'accession. Les conditions tarifaires et non tarifaires de l'UD sont plus restrictives que celles qui ont été négociées (pour la Kirghizie) ou sont en discussion (pour le Kazakhstan) avec l'organisation internationale. Cette contradiction pose problème pour les deux pays. En revanche, l'intensification des liens avec la Chine continuera d'avoir des conséquences sur l'ensemble de la région. Si la Chine est présente partout comme fournisseur, son rôle de client va croissant. Du point de vue chinois, l'Asie centrale et la Russie sont des fournisseurs d'énergie concurrents. D'ores et déjà, elle utilise cette situation pour asseoir sa présence dans la région.

Tant que l'ombre portée du conflit en Ukraine continuera de peser sur la situation régionale, il sera plus prudent pour les pays concernés par l'UEE ou l'UD de ne pas s'engager dans une fuite en avant institutionnelle, tant pour l'approfondissement que pour l'élargissement. Au mieux, le résultat en serait la création de nouvelles coquilles vides du type de celles des années 1990 ; au pire, de nouvelles réactions de retrait de type ukrainien, le Kazakhstan étant le pays le plus susceptible de passer à l'acte pour des raisons liées à la structure de son économie, à ses options stratégiques et à la succession qui se profile au sommet de l'État. Ces risques sont d'autant plus sérieux pour la Russie que l'attrait de son marché est loin d'être celui qu'il était il y a quelques années, lorsqu'il s'accroissait à un rythme de 8 % par an. Dans ces conditions, il est probable que les dirigeants adopteront un pragmatisme de bon aloi et applaudiront l'existence de l'UEE et l'adhésion de l'Arménie, puis sans doute de la Kirghizie (pour autant que cela ne viole pas ses engagements envers l'OMC), sans aller plus loin dans l'élargissement et l'approfondissement : la cryogénéisation des institutions vaut mieux que leur décomposition - ou leur implosion.

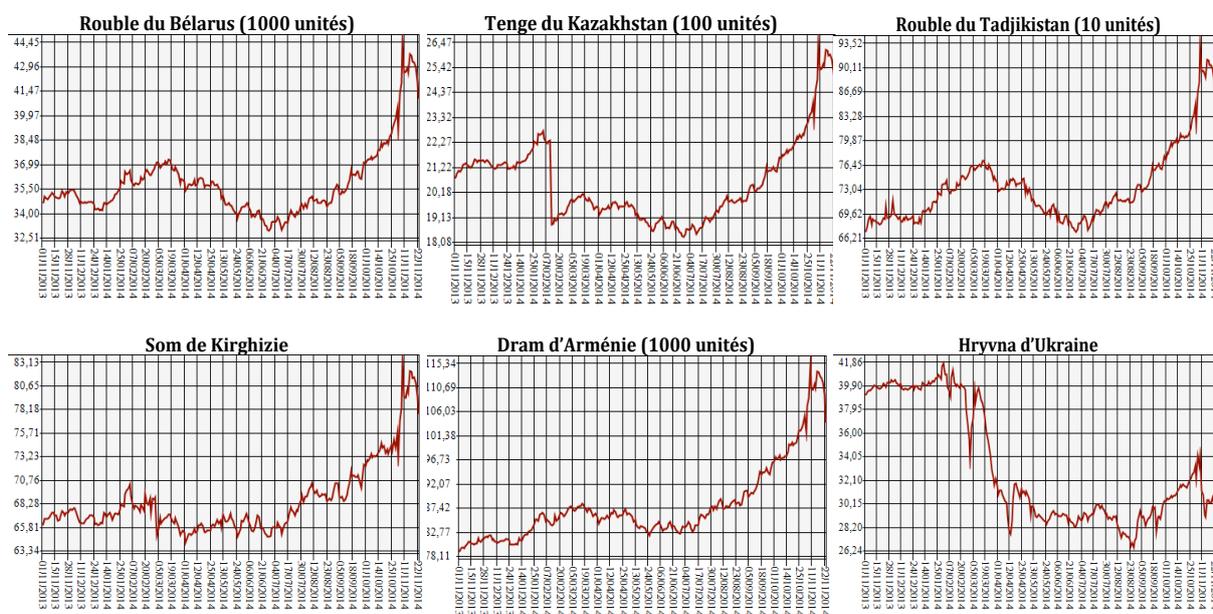
L'avenir économique de la zone eurasiatique est plus que jamais incertain : la locomotive russe est en panne et s'isole progressivement des pays occidentaux, dont les marchés, les entreprises et les technologies ont puissamment contribué dans les années 2000 à sa croissance. Les économies post soviétiques en sont affectées à des degrés divers et les fissures géopolitiques qui traversent la région s'élargissent partout (en Asie centrale, dans le Caucase et, bien sûr, en Europe orientale). La crise est là, indiscutable, multiforme et imprévisible.

Les autorités russes semblent penser que la bonne réponse consiste en un double mouvement d'affermissement de l'influence de la Russie sur son étranger proche et de réorientation géoéconomique vers l'Asie, en particulier vers la Chine. A supposer que ce projet puisse être partagé par l'ensemble des pays de la région, ses effets économiques ne pourraient être positifs qu'à deux conditions :

- qu'il s'accompagne d'une transformation institutionnelle susceptible de résorber les faiblesses de l'état de droit et du climat d'investissement en Russie ;
- qu'il offre des opportunités de diversification économique et de lutte contre la polarisation de l'économie russe autour de l'exploitation des matières premières, qui n'a cessé de croître depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir, il y a quinze ans.

La probabilité que le nouveau cours pris par l'économie russe satisfasse ces deux conditions s'amenuise de jour en jour.

Annexe : variations du taux de change du rouble russe, novembre 2013-novembre 2014



Source : Banque centrale de Russie